

Comité des mesures concernant les investissements

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 23 MARS 2021

PRÉSIDENT: M. MANUEL CHACÓN (COLOMBIE)

1. Le Président a ouvert la réunion du Comité en faisant référence à l'ordre du jour proposé, distribué dans l'aérogamme WTO/AIR/TRIMS/12 daté du 12 mars 2021. Aucun point supplémentaire n'a été soulevé au titre des "Autres questions", et le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après:

1 INDONÉSIE – RÉEXAMEN COMPLET DES MESURES DE LOCALISATION	1
2 INDONÉSIE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE TAPIS ET AUTRES TEXTILES	5
3 INDONÉSIE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS.....	6
4 FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES METTANT EN ŒUVRE LA POLITIQUE DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS DE LA RUSSIE	6
5 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS.....	9
6 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES	9
7 NOTIFICATIONS, AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DE L'ACCORD SUR LES MIC, DES PUBLICATIONS DANS LESQUELLES LES MIC PEUVENT ÊTRE TROUVÉES.....	10
8 AUTRES QUESTIONS.....	10
9 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION	10

2. Le Président a rappelé qu'il s'agissait d'une réunion virtuelle, ce qui signifiait que tous les participants y prenaient part à distance. Il a rappelé aux délégués qui suivaient la réunion à distance les modalités techniques avant de passer aux travaux de fond.

1 INDONÉSIE – RÉEXAMEN COMPLET DES MESURES DE LOCALISATION

3. Le Président a indiqué que ce point figurait à l'ordre du jour à la demande des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon.

4. Le délégué des États-Unis a commencé sa déclaration en prenant acte de la récente publication par le gouvernement indonésien du Règlement présidentiel n° 10/2021 portant modification de sa Liste négative applicable aux investissements. Il croyait comprendre qu'en vertu de ce règlement l'Indonésie avait réduit le nombre de branches d'activité soumises à des restrictions en matière d'investissement étranger et avait mis en place de nouvelles incitations telles que des déductions fiscales et des allègements fiscaux pour les investissements dans les branches de production "prioritaires".

5. Les États-Unis ont souligné qu'ils étaient favorables à de telles politiques, qui encouragent – et non imposent – l'investissement. Ces politiques étaient dans l'intérêt de l'Indonésie et, contrairement aux prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux qui devaient être examinées ce jour-là, elles ne soulevaient pas les mêmes préoccupations quant à la compatibilité avec l'Accord sur les MIC.

6. Les États-Unis demeuraient néanmoins profondément préoccupés par le fait que l'Indonésie utilisait des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans une vaste série de secteurs, dont l'éventail s'élargissait, notamment les télécommunications, la technologie mobile, l'énergie, les textiles, le commerce de détail et le franchisage. Les États-Unis et d'autres Membres soulevaient ces questions depuis au moins une décennie et il ne serait pas exagéré de noter qu'un flux apparemment ininterrompu de mesures imposant l'achat de biens locaux avait eu une incidence extrêmement négative sur la réputation de l'Indonésie auprès des investisseurs. Les États-Unis ont fait référence à certaines des mesures prises par l'Indonésie.

7. S'agissant des mesures concernant les équipements et appareils 4G LTE, les États-Unis restaient profondément préoccupés par l'adoption et l'application de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux pour les appareils mobiles et stations de base 4G LTE. Bien que les Membres aient fait part de leurs préoccupations au sujet de cette mesure depuis plusieurs années, son application continuait de s'élargir, et nombre des questions posées par les États-Unis restaient sans réponse.

8. S'agissant du secteur de l'énergie, à savoir le pétrole et le gaz et les énergies renouvelables, les États-Unis ont dit qu'ils continuaient là aussi d'être préoccupés par les restrictions à l'investissement dans le secteur indonésien de l'énergie, y compris désormais dans le secteur des énergies renouvelables, où bon nombre des mesures prises dans l'industrie extractive et au sujet desquelles ils avaient exprimé des préoccupations faisaient maintenant leur apparition. Malgré les efforts déployés pour trouver une solution aux questions et préoccupations que les États-Unis avaient soulevées dans le cadre du Comité et au niveau bilatéral, ces politiques persistaient.

9. En matière de commerce de détail et de franchisage, les États-Unis étaient déçus que, malgré les progrès apparents accomplis en ce qui concernait la suppression de la prescription selon laquelle 80% des produits vendus par les entreprises de commerce de détail devaient être d'origine indonésienne, l'Indonésie continuait d'obliger ces entreprises à "donner la priorité" aux produits indonésiens. Le représentant des États-Unis a cité la réponse fournie par l'Indonésie selon laquelle "donner la priorité" signifiait qu'un investisseur devait utiliser des biens produits localement lorsqu'il le pouvait.

10. Dans le domaine des télécommunications, le délégué des États-Unis a indiqué que l'Indonésie s'employait depuis de nombreuses années à imposer des prescriptions relatives à la teneur en éléments nationaux aux fournisseurs de services de télécommunication agréés. En 2009, le Ministère indonésien des communications et des technologies de l'information (KOMINFO) avait mis en œuvre deux règlements imposant des prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur et il avait depuis lors adopté plusieurs mesures pour préciser la prescription relative à l'achat de composants ou services produits localement. Les États-Unis étaient préoccupés par le fait que l'Indonésie étendait désormais ces prescriptions au moyen des règlements KOMINFO 9/2019 et 10/2019. Ces règlements prévoyaient l'application de prescriptions non spécifiées en matière de teneur en éléments locaux aux "outils et/ou appareils de télécommunication par multiplexage en longueur d'onde" et aux "outils et/ou appareils de télécommunication liés au réseau de protocole Internet". Malgré des demandes répétées, l'Indonésie n'avait toujours pas fourni de renseignements complémentaires sur ces mesures.

11. En ce qui concerne les textiles, le délégué des États-Unis espérait que cette question serait examinée plus en détail au titre du point suivant de l'ordre du jour. Il a toutefois noté qu'elle soulevait les mêmes préoccupations que les autres mesures qu'il venait de décrire.

12. Bien que les Membres de l'OMC se plaignent depuis des années de cette longue liste de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, les États-Unis jugeaient très inquiétant que l'Indonésie étende les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans des secteurs tels que les télécommunications, les produits pharmaceutiques et les textiles. Ces questions étaient examinées par le Comité depuis un certain temps et les États-Unis avaient engagé à maintes reprises un dialogue avec le gouvernement indonésien sur ces questions à Washington et à Jakarta, ainsi que dans le cadre d'autres réunions de l'OMC – au Comité de l'agriculture et au Comité des licences d'importation, et au Conseil du commerce des marchandises, par exemple. Comme indiqué lors de la précédente réunion du Comité, le gouvernement indonésien a accepté d'entreprendre un réexamen "exhaustif" de ses mesures en matière de teneur en éléments locaux. Les États-Unis ont encouragé l'Indonésie à achever rapidement ce réexamen et à en présenter les résultats au Comité à sa prochaine réunion.

13. L'Union européenne a déclaré qu'elle souscrivait à la déclaration des États-Unis sur cette question.

14. S'agissant du secteur pharmaceutique, l'Union européenne s'intéressait à l'adoption du nouveau Règlement du Ministre de l'industrie n° 16 de 2020 sur le calcul de la teneur en éléments locaux des produits pharmaceutiques, et en particulier à la manière dont la réglementation s'appliquerait "aux marchés publics uniquement". L'Union européenne a fait observer que ce règlement n'avait pas encore été notifié à l'OMC. Elle craignait que l'imposition de pourcentages arbitraires de teneur en éléments locaux, à respecter dans un délai limité, soit une condition impossible à remplir et exclue du marché la plupart des intervenants dans un contexte où, d'après ce qu'elle savait, l'Indonésie importait encore plus de 95% de ses principes actifs pharmaceutiques. L'Union européenne se tenait prête à soutenir l'objectif de l'Indonésie consistant à améliorer les soins de santé et à promouvoir le développement de l'industrie pharmaceutique locale. Cependant, elle était d'avis que l'Indonésie, plutôt que d'imposer des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, devrait se concentrer sur des mesures encourageant davantage les investissements nationaux et étrangers dans l'industrie pharmaceutique locale.

15. En ce qui concerne certaines dispositions relatives à la teneur en éléments locaux dans le secteur de l'énergie (industries extractives, pétrole et gaz), l'Union européenne restait préoccupée par les prescriptions applicables aux produits et services dans ce secteur, y compris les industries extractives, le pétrole et le gaz, l'électricité et les énergies renouvelables, au titre du Décret n° 1953/2018. L'Union européenne était également préoccupée par le fait que – au titre du Règlement n° 34/2017 – les détenteurs de licence étaient obligés "d'avoir recours en priorité à des employés locaux et à des produits et services nationaux conformément aux lois et règlements en vigueur" (article 31). Étant donné que les sociétés étrangères n'étaient pas considérées comme fournissant des "services nationaux" dans ce règlement, même si elles étaient constituées en Indonésie, l'Union européenne considérait que cette disposition créait une discrimination *de facto*. En outre, la déléguée de l'Union européenne a demandé des informations actualisées sur la révision de la Loi minière. L'Union européenne croyait comprendre que la loi révisée avait été adoptée en mai 2020 et qu'elle obligeait les détenteurs de licence dans le secteur minier à recourir en priorité à des employés locaux et à des produits et services nationaux. Elle a indiqué que des renseignements complémentaires de la part de l'Indonésie seraient les bienvenus.

16. L'Union européenne a également soulevé la question de la prescription relative à la teneur minimale en éléments locaux dans le commerce de détail. Elle regrettait que la législation sur les prescriptions relatives à la teneur minimale en éléments locaux soit encore en vigueur. L'Union européenne a de nouveau demandé des informations sur la portée et le nombre d'exemptions accordées au titre de la législation en question. Elle a déclaré qu'elle souhaiterait également obtenir des renseignements complémentaires sur les intentions du gouvernement indonésien concernant d'éventuelles mises à jour ou modifications de la législation dans ce secteur.

17. Enfin, la déléguée de l'Union européenne a pris note de l'adoption de la nouvelle loi générale sur la création d'emplois. Elle s'est demandé si cette nouvelle loi avait une incidence sur les lois sur le commerce et l'industrie de 2014, déjà mentionnées dans ce comité. Elle a dit qu'elle aimerait être informée de l'incidence de la Loi générale sur la législation actuelle relative à la teneur en éléments locaux et savoir quels secteurs étaient concernés.

18. Le Japon a confirmé les préoccupations exprimées par d'autres Membres concernant le fait que des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux avaient été introduites et maintenues dans divers domaines en Indonésie. Le Japon était particulièrement intéressé par les mesures relatives à la teneur en éléments locaux concernant i) les appareils mobiles 4G LTE, ii) les téléviseurs, iii) les entreprises de commerce de détail et iv) les entreprises en franchise et v) les règles générales relatives à la teneur en éléments locaux dans le cadre de la Loi sur le commerce.

19. Dans les réponses qu'elle a données dans le cadre du récent examen de sa politique commerciale, l'Indonésie a expliqué que les mesures relatives à la teneur en éléments locaux en général étaient appliquées dans les contextes suivants: i) les marchés publics, ii) les politiques qui impliquent la satisfaction des besoins pour préserver le bien-être de l'ensemble de la population indonésienne ainsi que les biens et services de première nécessité ou iii) les politiques qui concernent des ressources stratégiques gérées par l'État. Toutefois, parmi les mesures de ce type pour lesquelles des préoccupations avaient été exprimées, celles qui relevaient du point i) "marchés publics" semblaient limitées. En outre, le Japon a fait observer que les cas visés sous les points ii)

"satisfaction des besoins pour préserver les biens et services de première nécessité, etc." et iii) "sécurisation des ressources stratégiques" ne pouvaient pas justifier directement l'application de mesures relatives à la teneur en éléments locaux dans le cadre de l'Accord sur l'OMC. Le Japon comprenait l'importance de ces objectifs, mais il considérait que l'imposition de telles mesures comme moyen de les réaliser facilement ne devrait pas être autorisée.

20. En outre, dans ses réponses données dans le cadre de l'examen de sa politique commerciale, l'Indonésie avait déclaré que l'obligation imposée par les mesures relatives à la teneur en éléments locaux pour les entreprises de commerce de détail et les entreprises en franchise signifiait que la valeur de la contribution nationale et la valeur de la contribution des entreprises étaient de 40% ou plus. Le Japon a demandé à l'Indonésie d'expliquer la définition de la valeur de la contribution nationale et de la valeur de la contribution des entreprises et de donner des détails. En outre, en ce qui concerne l'explication fournie par l'Indonésie dans le cadre de l'examen de sa politique commerciale selon laquelle les importations n'étaient autorisées que si les produits concernés ne pouvaient pas être achetés dans le pays en application de ces mesures relatives à la teneur en éléments locaux, le Japon craignait qu'une telle obligation de priorité d'achat pour les produits nationaux soit clairement incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

21. Il a rappelé que, dans ses réponses données dans le cadre de l'examen de sa politique commerciale et à la précédente réunion sur les MIC, l'Indonésie avait expliqué qu'elle travaillait à un réexamen complet de diverses mesures applicables à cet égard ainsi qu'à l'harmonisation d'un ensemble de règlements. Le Japon a demandé à l'Indonésie de répondre aux questions des Membres sur des sujets tels que la teneur concrète des travaux, les progrès réalisés à cet égard ainsi que les méthodes de travail utilisées pour le réexamen complet.

22. L'Australie a réitéré ses préoccupations concernant les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux imposées par l'Indonésie. Le représentant de l'Australie a noté les difficultés engendrées par l'épidémie de COVID actuelle et a dit qu'il accueillerait avec satisfaction tout renseignement actualisé sur le travail de réexamen mené par l'Indonésie.

23. L'Australie s'intéressait toujours à la question des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux s'appliquant aux appareils mobiles et stations de base 4G LTE et suivait l'état d'avancement et la mise en œuvre de ces règlements, y compris dans d'autres comités de l'OMC. Elle croyait comprendre que le Règlement n° 65/2016 du Ministre de l'industrie de l'Indonésie, en vigueur depuis le 27 juillet 2016, imposait des prescriptions en matière de teneur en éléments locaux aussi bien pour le matériel que pour les logiciels et les applications et elle attendait avec intérêt des clarifications pour comprendre en quoi cette mesure, ainsi que le Règlement n° 69 et leurs prescriptions en matière de teneur en éléments locaux étaient compatibles avec l'Accord sur les MIC de l'OMC.

24. L'Australie a évoqué la révision de la Loi minière de 2009 concernant les prescriptions relatives à la cession de parts ainsi qu'à la transformation locale. Elle attendait avec intérêt des renseignements actualisés concernant les conséquences de la nouvelle loi minière sur le respect par l'Indonésie de ses obligations au titre de l'Accord sur les MIC.

25. Pour ce qui était de la Loi sur l'industrie et de la Loi sur le commerce, l'Australie a rappelé les discussions qui avaient eu lieu antérieurement et les renseignements fournis par l'Indonésie lors des réunions précédentes. Elle restait intéressée par ce que cela signifiait concernant l'application de mesures correctives commerciales par l'Indonésie. Elle demandait des renseignements actualisés sur la manière dont l'Indonésie comptait établir ses règlements d'application et rassurer les Membres quant à la prise en compte de ses obligations dans le cadre de l'OMC lors de leur élaboration.

26. L'Australie a également indiqué qu'elle demeurerait intéressée par les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux de l'Indonésie dans le secteur du commerce de détail. Même si ces mesures prévoyaient des exemptions dans certaines circonstances, les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux n'en fausseraient pas moins les échanges de divers produits qui présentaient un intérêt pour l'Australie. Celle-ci souhaitait donc obtenir l'assurance que l'Indonésie appliquerait ces mesures d'une manière compatible avec ses obligations au titre de l'Accord sur les MIC et la remerciait de tenir le Comité informé de tout fait nouveau concernant leur mise en œuvre.

27. Le représentant de l'Indonésie a remercié les délégations concernées de l'intérêt qu'elles portaient à l'Indonésie en tant que destination d'investissements. Il a renvoyé les Membres aux réponses écrites données par l'Indonésie lors de l'examen de sa politique commerciale. Il a réaffirmé la position selon laquelle les mesures de localisation de l'Indonésie étaient appliquées uniquement dans les contextes des marchés publics, des politiques qui impliquent la satisfaction des besoins pour préserver le bien-être de l'ensemble de la population indonésienne ainsi que les biens et services de première nécessité ou des politiques qui concernent des ressources stratégiques gérées par l'État. Il a également confirmé la réponse donnée lors de l'examen de la politique commerciale, à savoir que l'Indonésie n'avait pas l'intention de réviser les mesures de localisation dans un avenir proche.

28. Toutefois, comme elle est l'une des destinations d'investissement les plus dynamiques de la région, l'Indonésie veillera toujours à ce que sa réglementation en matière d'investissement contribue à faciliter les procédures d'investissement et à accroître les flux entrants d'investissement.

29. Concernant le secteur des produits pharmaceutiques et des appareils médicaux, le délégué de l'Indonésie a renvoyé les Membres à la communication figurant dans le document G/TRIMS/Q/IDN/8. Il a également souligné que la pandémie de COVID-19 avait permis de se faire une idée concrète de l'état des systèmes de soins de santé de tous les Membres, en particulier ceux des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA). Pour de nombreux pays en développement et PMA qui dépendent fortement du commerce et des importations pour assurer leur accès aux médicaments, aux vaccins et à d'autres produits médicaux, le problème était l'inégalité, le coût inabordable et le manque d'accès à ces produits médicaux importants dans une situation de vie ou de mort.

30. S'agissant des mesures de cession d'actifs, l'Indonésie a appelé l'attention des Membres sur le fait qu'un mécanisme à cet effet était prévu dans le régime de la Loi minière depuis que l'Indonésie avait ouvert son industrie minière à l'investissement dans les années 1970. Auparavant, la cession d'actifs était prévue dans le contrat d'exploitation conclu entre le gouvernement et l'investisseur. Les deux parties concluaient un accord en toute connaissance de cause et par consentement mutuel, y compris sur la question de la cession d'actifs. Avec la promulgation de la Loi minière n° 4 de 2009, les nouvelles autorisations d'exploitation minière n'étaient plus accordées au moyen d'un contrat mais au moyen d'une licence d'extraction. Toutefois, la nouvelle loi minière et sa révision ultérieure n'apportaient pas de changements spécifiques sur la question de la cession d'actifs. Ceux qui demandaient une licence d'extraction en vertu de la Loi minière comprenaient parfaitement que les conditions de cession étaient inhérentes à l'autorisation de licence.

31. Le fait que les investisseurs étaient disposés à signer le contrat ou à demander une licence d'extraction avec l'obligation qui en découlait montrait qu'il n'y avait pas de problème concernant la cession d'actifs ni de manque d'intérêt de la part des investisseurs pour investir dans le secteur minier indonésien malgré la mesure. Le régime de licences et l'obligation de cession d'actifs s'inscrivaient dans le cadre de la mise en œuvre spécifique de l'article 33 de la Constitution indonésienne.

32. Le Comité a pris note des déclarations.

2 INDONÉSIE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE TAPIS ET AUTRES TEXTILES

33. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

34. Le Japon a rappelé qu'en décembre 2019 le Règlement n° 77/2019 du Ministère du commerce avait introduit un système d'enregistrement/approbation des importations de produits textiles, interdisant substantiellement les importations destinées à la vente aux consommateurs. En conséquence, le volume des exportations de produits textiles provenant du monde entier vers l'Indonésie avait considérablement diminué en 2020 pour atteindre environ un dixième du volume de 2019. Le Japon doutait que ce système soit compatible avec le traitement national prévu à l'article III du GATT de 1994, l'élimination générale des restrictions quantitatives prévue à l'article XI du GATT et le traitement national et les restrictions quantitatives prévus à l'article 2 de l'Accord sur les MIC.

35. En outre, le Japon a rappelé qu'en février de cette année une mesure de sauvegarde visant les tapis (et autres revêtements de sol en matières textiles) avait été imposée. Toutefois, cette mesure imposait des droits de douane d'environ 150 à 200% lors de la conversion *ad valorem*, sans tenir compte de la forte baisse des volumes d'importation due au système d'enregistrement/approbation des importations. Le Japon considérait que cette mesure ne respectait pas les prescriptions relatives à l'imposition de mesures de sauvegarde telles que la suivante: "dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave". Le Japon avait de sérieuses préoccupations au sujet de ces mesures et demandait à l'Indonésie de les supprimer dès que possible.

36. Les États-Unis partageaient les préoccupations du Japon concernant les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans ce secteur qui ont été introduites en 2019. Au cours des deux dernières années, l'Indonésie a établi des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux qui interdisaient effectivement les importations de produits textiles finis classés sous 430 codes du SH. Les parties prenantes des États-Unis avaient indiqué que la mise en œuvre soudaine de ces prescriptions avait entraîné une perturbation des contrats avec les clients en Indonésie et avait entravé leur capacité à participer aux nouveaux appels d'offres pertinents.

37. Le délégué des États-Unis a dit qu'il attendait avec intérêt la réponse de l'Indonésie aux préoccupations exprimées par le Japon et a exhorté l'Indonésie à revoir cette politique perturbatrice.

38. L'Union européenne a pris la parole pour souscrire à l'intervention faite par le Japon au titre de ce point. La déléguée de l'Union européenne a rappelé que l'Union européenne avait déjà soulevé des préoccupations au sein du Comité des licences de l'OMC concernant la compatibilité du régime de licences prévu dans le Règlement n° 77/2019 avec le cadre juridique de l'OMC.

39. Le délégué de l'Indonésie a répondu que ce point était inscrit à l'ordre du jour pour la première fois et que sa délégation était encore en consultation sur cette question avec la capitale. Il a demandé au Japon et aux autres délégations qui avaient pris la parole au titre de ce point de transmettre leur déclaration écrite ou leurs questions en vue d'un examen plus approfondi.

40. Le Comité a pris note des déclarations.

3 INDONÉSIE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS

41. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

42. Le Japon a indiqué qu'en vertu du Règlement n° 68/2020 du Ministère du commerce, révisé en août dernier, les climatiseurs étaient soumis à des restrictions à l'importation et qu'il était désormais obligatoire d'obtenir des licences d'importation. Toutefois, dans certains cas, la délivrance de licences avait été retardée et le nombre de licences était limité sans raison valable particulière. Le Japon craignait donc que ce régime de licences d'importation ne constitue une restriction substantielle à l'importation incompatible avec l'article XI:1 du GATT et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Le Japon demandait à l'Indonésie d'expliquer le contexte de l'introduction de cette mesure et sa compatibilité avec les Accords de l'OMC et l'invitait à supprimer la mesure.

43. L'Union européenne a souscrit à l'intervention faite par le Japon au titre de ce point de l'ordre du jour.

44. Le délégué de l'Indonésie a noté que cette question n'était pas pertinente dans le cadre de l'Accord sur les MIC et a demandé au Japon de transmettre sa question par écrit afin que l'Indonésie puisse revenir sur ce point à la réunion suivante du Comité des MIC.

45. Le Comité a pris note des déclarations.

4 FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES METTANT EN ŒUVRE LA POLITIQUE DE REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS DE LA RUSSIE

46. Le Président a rappelé que ce point, qui avait été examiné pour la première fois par le Comité en juin 2016, avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis et de l'Union européenne.

47. L'Union européenne s'est de nouveau déclarée préoccupée par le fait que les entreprises d'État et d'autres entités continuaient d'être tenues d'accorder la préférence aux produits et services nationaux pour s'approvisionner. Les préoccupations et les demandes qu'elle avait formulées à la précédente réunion sur les MIC, le 30 octobre 2020, restaient valables. La déléguée de l'Union européenne regrettait qu'en réponse l'UE n'ait obtenu qu'une référence à des échanges plus généraux dans le cadre de l'examen de la politique commerciale.

48. L'Union européenne a dit que la Russie avait continué d'adopter et de mettre en œuvre des mesures qui soulevaient de vives inquiétudes quant à leur conformité aux règles du GATT et de l'AGCS. Pendant l'été 2020, le projet de loi dit sur les contingents (c'est-à-dire les modifications apportées aux Lois fédérales n° 44 et 223) avait été adopté par le Parlement russe et était entré en vigueur le 31 juillet. Ce projet de loi introduisait des contingents fixes pour les achats de produits étrangers effectués par des entités ou entreprises d'État. Comme suite à ce projet de loi, un décret gouvernemental n° 2013 avait été adopté le 3 décembre 2020 et établissait les contingents pour un large éventail de produits et de services, les contingents pour les produits russes atteignant 90%.

49. L'Union européenne a rappelé qu'à la dernière réunion la délégation russe avait déclaré que "ces mesures visaient à développer une production industrielle de technologies de pointe innovantes et à renforcer la compétitivité des produits fabriqués en Russie". Étant donné que la liste était très longue et comprenait 250 lignes de la nomenclature douanière, la déléguée de l'Union européenne a dit qu'elle ne se référerait pas à toutes les lignes, mais qu'elle souhaitait comprendre quels étaient les objectifs de développement de haute technologie poursuivis par la limitation des achats de gravier, de textile, de cuir, de chaussures, de papier, de carton ou d'autres produits similaires figurant sur cette liste.

50. L'Union européenne a rappelé que les mesures adoptées pour soutenir la compétitivité de la branche de production nationale devaient être conformes aux règles du GATT et de l'AGCS en matière de traitement national, qui s'appliquent aux entreprises d'État achetant des biens et des services à des fins autres que les besoins des pouvoirs publics.

51. Le délégué des États-Unis a expliqué qu'il avait de nouveau demandé des éclaircissements sur la compatibilité de certaines initiatives législatives récentes de la Russie avec l'Accord sur les MIC. Avant de passer aux nouvelles questions, et tout en rappelant les réponses fournies oralement par la Russie aux questions posées dans le document G/TRIMS/Q/RUS/10 lors de la réunion précédente, le délégué des États-Unis a exhorté la Russie à communiquer rapidement ces réponses par écrit afin de s'assurer qu'elles étaient bien comprises. Il a également rappelé à la Russie qu'elle n'avait pas répondu aux questions posées dans le document G/TRIMS/Q/RUS/8.

52. Comme les États-Unis et d'autres Membres l'avaient souligné dans le passé (et comme l'UE l'avait de nouveau évoqué ce jour-là), les préoccupations soulevées au titre de ce point de l'ordre du jour découlaient du fait que la Russie avait de plus en plus recours à des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux et au remplacement des importations pour limiter les choix des investisseurs et fausser les échanges.

53. En septembre, les États-Unis avaient fait part de leurs préoccupations au sujet de la Loi n° 425, qui prescrivait l'installation préalable de logiciels russes développés localement sur certains produits électroniques grand public.

54. À la fin de l'année dernière, la Loi n° 425 a été modifiée de façon à exiger que le navigateur préinstallé permette d'utiliser "par défaut" le moteur de recherche de la Fédération de Russie ou de tout autre Membre de l'Union économique eurasiatique, renforçant ainsi les initiatives du gouvernement visant à limiter les choix et à dicter les arrangements commerciaux privés. Le délégué des États-Unis a demandé à la Russie d'expliquer au Comité en quoi une telle mesure était compatible avec ses obligations au titre de l'Accord sur les MIC.

55. En outre, comme l'UE l'avait fait observer en septembre, la Russie avait adopté une loi qui lui permettait d'établir un contingent minimal pour les marchandises produites dans le pays que les entreprises d'État devaient acheter.

56. En réponse à ces préoccupations, la déléguée de la Fédération de Russie avait renvoyé les membres du Comité aux paragraphes 73 à 99 du rapport du Groupe de travail, dans lesquels était

décrit le cadre législatif qui assurait la compatibilité avec les obligations dans le cadre de l'OMC. Toutefois, le délégué des États-Unis estimait que le rapport du Groupe de travail reflétait le cadre législatif tel qu'il existait en 2012. Il a précisé que la Douma russe avait été très active depuis lors et que le paysage législatif avait considérablement changé. Le délégué des États-Unis a dit qu'il était utile de citer le paragraphe 99, qui contenait des termes très pertinents:

[Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que] en particulier, ces entreprises effectueraient leurs achats et leurs ventes sur la base de considérations d'ordre commercial, telles que le prix, la qualité, la disponibilité, les qualités marchandes et les transports, et offriraient aux entreprises des Membres de l'OMC des possibilités adéquates de participer à ces achats ou à ces ventes dans des conditions de libre concurrence, conformément aux usages commerciaux ordinaires.

57. Le délégué des États-Unis a demandé à la Russie d'expliquer comment une entreprise d'un autre Membre de l'OMC pouvait se voir accorder des "possibilités adéquates de participer à ces achats ou à ces ventes" par des entreprises d'État alors que, en application de diverses mesures citées précédemment, les entreprises d'État:

- devaient accorder une préférence de prix de 15% aux concurrents nationaux pour de nombreux produits;
- devaient accorder une préférence de 30% aux produits radioélectroniques fabriqués en Russie;
- devaient travailler avec la Commission gouvernementale pour le remplacement des importations afin de garantir une réduction de la dépendance à l'égard des importations;
- devaient demander l'autorisation de la Commission pour le remplacement des importations avant d'acheter certains produits importés destinés à être utilisés dans de grands projets d'investissement; et
- devaient acheter un contingent minimal (parfois jusqu'à 90%) pour plus de 150 produits fabriqués dans le pays.

58. Les États-Unis ont reconnu que cette liste n'était peut-être pas exhaustive, car elle semblait s'allonger chaque année. Les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC avaient recensé un certain nombre de mesures restrictives pour le commerce dans ce comité et ailleurs. Cette liste illustrait toutefois assez bien les problèmes auxquels étaient confrontées les entreprises des Membres de l'OMC.

59. Enfin, le délégué des États-Unis a rappelé qu'à la réunion précédente du Comité la déléguée de la Fédération de Russie avait désapprouvé la qualification des mesures par les États-Unis comme étant des mesures de "remplacement des importations". Cependant, dans de nombreux cas, le gouvernement russe lui-même avait utilisé cette expression dans le titre de diverses mesures, comme le Décret du gouvernement de la Fédération de Russie portant approbation des règles relatives à l'octroi de subventions provenant du budget fédéral aux participants de groupes industriels afin de rembourser une partie des coûts liés à la mise en œuvre de projets conjoints pour la production de produits industriels du groupe aux fins du remplacement des importations ou l'Arrêté du Ministère de l'industrie et du commerce de la Fédération de Russie portant approbation du plan d'action sectoriel pour le remplacement des importations dans l'industrie radioélectronique de la Fédération de Russie.

60. La déléguée de la Fédération de Russie a répondu que sa délégation préparait des réponses aux questions des États-Unis figurant dans les documents G/TRIMS/Q/RUS/6, G/TRIMS/Q/RUS/8 et G/TRIMS/Q/RUS/10. En ce qui concernait la "politique de remplacement des importations" de la Fédération de Russie, elle a réaffirmé que son pays appliquait certaines mesures non pas pour remplacer les importations mais pour accroître la compétitivité de la branche de production nationale, une approche qui était conforme aux règles applicables de l'OMC. La plupart de ces mesures étaient appliquées dans le cadre des marchés publics. Elles seraient éliminées si et quand la Russie accèderait à l'AMP, sous réserve des conditions d'accession.

61. La déléguée de la Fédération de Russie a noté que certains partenaires commerciaux recouraient de plus en plus à des politiques de prohibition à l'exportation, qui visaient aussi à assurer leur propre position concurrentielle ou à atteindre d'autres objectifs similaires. Ces politiques concernaient les marchandises, les technologies et les services. L'intervenante n'avait pas l'intention

de discuter de leurs conséquences pour le commerce et l'économie ou de leur justification dans le système de l'OMC. Toutefois, elle était à peu près certaine que si les restrictions à l'exportation étaient justifiées dans le cadre de l'OMC, la même justification devrait également être valable pour le remplacement des importations d'un produit, d'un service ou d'une technologie soumis à ces restrictions.

62. Le Comité a pris note des déclarations.

5 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE CLIMATISEURS

63. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

64. Le Japon a estimé que l'interdiction d'importer des climatiseurs utilisant des frigorigènes, mise en place par l'Inde le 15 octobre de l'année précédente, était une mesure qui imposait de manière déraisonnable une restructuration des chaînes d'approvisionnement des entreprises. Le Japon était fortement préoccupé par le fait que cette mesure était susceptible de constituer une prohibition à l'importation incompatible avec l'article XI:1 du GATT et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

65. Bien que l'Inde ait répondu, lors de l'examen de sa politique commerciale, que la mesure était compatible avec ses obligations au titre du Protocole de Montréal et de la réglementation sur les HCFC (substances appauvrissant la couche d'ozone), l'interdiction d'importer était inutile et irrationnelle dans la mesure où elle couvrait un large éventail de climatiseurs utilisant des frigorigènes qui n'étaient pas soumis à l'obligation de réduction et d'élimination imposée par l'Inde au titre du Protocole de Montréal et à la réglementation relative au fréon (substance appauvrissant la couche d'ozone) en vertu de la législation nationale de l'Inde. Si l'Inde estimait que la mesure était justifiée, elle devrait en expliquer les raisons plus précisément. Le Japon a demandé à l'Inde de supprimer cette mesure.

66. Le délégué de l'Inde a dit qu'il ne voyait pas en quoi les mesures en cause pouvaient entrer dans le champ d'application de l'Accord sur les MIC. Il a également indiqué qu'il n'avait pas de déclaration à faire au titre de ce point, car c'était la première fois qu'il était inscrit à l'ordre du jour. Il a demandé au Japon de transmettre sa déclaration.

67. Le Comité a pris note des déclarations.

6 INDE – RESTRICTION À L'IMPORTATION DE PNEUMATIQUES

68. Le Président a rappelé que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande du Japon.

69. Le Japon a noté que l'Inde avait introduit des restrictions à l'importation de pneumatiques dans sa notification n° 12/2015-2020, qui était entrée en vigueur en juin 2020. Le Japon craignait que cette mesure ne soit considérée comme une restriction à l'importation et soit incompatible avec l'article XI:1 du GATT et l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

70. Bien que l'Inde ait expliqué à la réunion relative à l'examen de sa politique commerciale que cette mesure portait sur des questions de qualité et de sécurité et qu'elle était compatible avec les dispositions du GATT, la procédure de confirmation de la qualité et de la sécurité des produits importés n'était pas énoncée dans les lois et règlements pertinents. Ainsi, afin d'assurer la transparence et la prévisibilité pour les exportateurs, les conditions régissant les licences d'importation et les détails des procédures, y compris les normes de qualité et de sécurité à respecter, devaient être clairement définis. Le Japon était très préoccupé par ces mesures. Il a donc demandé à l'Inde d'expliquer pourquoi elle considérait que cette mesure était compatible avec le GATT et l'Accord sur les MIC.

71. L'Union européenne a dit qu'elle partageait les préoccupations du Japon concernant le caractère restrictif et discriminatoire du régime de licences d'importation de pneumatiques introduit par la notification n° 12/2015-2020 de juin 2020 portant modification de la politique relative à l'importation de pneumatiques. La déléguée de l'Union européenne a rappelé que l'UE était déjà intervenue dans ce contexte et avait exprimé ses préoccupations concernant la compatibilité du régime de licences avec le cadre juridique de l'OMC devant divers comités de l'OMC au cours de l'année 2020, y compris le Comité des licences de l'OMC et le Comité de l'accès aux marchés. L'Union

européenne a souscrit à l'appel du Japon en faveur d'une plus grande transparence en ce qui concernait les conditions d'octroi de licences d'importation et les procédures applicables.

72. Le délégué de l'Inde a remercié les délégations qui avaient pris la parole sur ce point. Il ne voyait pas en quoi les mesures en cause pouvaient entrer dans le champ d'application de l'Accord sur les MIC, mais a demandé à l'Union européenne et au Japon de transmettre leurs déclarations.

73. Le Comité a pris note des déclarations.

7 NOTIFICATIONS, AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DE L'ACCORD SUR LES MIC, DES PUBLICATIONS DANS LESQUELLES LES MIC PEUVENT ÊTRE TROUVÉES

74. Le Président a rappelé que le Secrétariat de l'OMC avait distribué le 4 mars 2021 un rappel au sujet des notifications au titre de l'article 6:2 dans le document G/TRIMS/W/169 et que le Comité avait reçu de nouvelles notifications de la Turquie et de la Guinée dans les documents G/TRIMS/N/2/Rev.29/Add.1 et G/TRIMS/N/2/Rev.30/Add.1, respectivement. Le Président a exhorté les Membres qui n'avaient pas encore présenté de notification à le faire sans tarder.

75. Le Comité a pris note des renseignements communiqués.

8 AUTRES QUESTIONS

76. Le Président a noté qu'aucun Membre n'avait demandé l'inscription d'un point au titre des "autres questions".

9 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

77. Avant d'aborder la question de la date de la prochaine réunion, le Président a fait une déclaration concernant l'élection du prochain Président du Comité des MIC. Le Président a indiqué que les consultations au niveau du CCM concernant le choix du nouveau Président de ce comité, ainsi que d'autres organes subsidiaires relevant du CCM, étaient toujours en cours, de sorte que le Comité ne pouvait pas élire un nouveau Président à la fin de cette réunion. Il a donc suggéré que le Secrétariat envoie un fax une fois que le CCM a achevé ses travaux, indiquant le Président désigné retenu par le CCM. Le nouveau Président désigné serait considéré comme étant élu par le Comité en l'absence d'objection. Cette approche éviterait la nécessité d'une réunion supplémentaire du Comité à cette fin.

78. Le Comité en est ainsi convenu.

79. Conformément à la pratique passée, le Président a proposé de prévoir la réunion suivante pour l'automne 2021 de façon à permettre aux participants de planifier leurs travaux. Il a proposé que le Comité se réunisse le 12 octobre 2021.

80. Afin de donner aux Membres toutes possibilités de se préparer pour cette réunion, le Secrétariat distribuerait le projet d'ordre du jour annoté trois semaines avant la réunion, à savoir le 20 septembre 2021. Les demandes d'inscription de points au projet d'ordre du jour annoté devraient être communiquées par écrit au Secrétariat au plus tard le 17 septembre 2021 avant la fermeture des bureaux. Les Membres pourraient formuler des observations concernant le projet d'ordre du jour annoté jusqu'au 29 septembre 2021 avant la fermeture des bureaux. L'aérogamme convoquant la réunion serait publié le 1^{er} octobre 2021.

81. Le Comité a pris note des renseignements communiqués.

82. La réunion a été déclarée close.
